



L'ÉQUILIBRISTE

C'est le premier écologiste à occuper un poste aussi névralgique au sein d'un gouvernement canadien. Entre appréciation et dénigrement, Steven Guilbeault marche parfois sur un fil.

JEAN-PHILIPPE BARIL GUÉRARD

Considéré dans ce texte

La radicalité versus les compromis. Les stratégies politiques d'un « Jésus vert ». Les tensions au sein du mouvement écologiste. Les idéaux et la politique partisane.

« ÊTRE MINISTRE ET ÊTRE MILITANT, fondamentalement, c'est la même affaire. »

On a 45 minutes chrono, lorsque l'équipe de Steven Guilbeault, ministre fédéral de l'Environnement et du Changement climatique, le connecte au rendez-vous Zoom que j'ai réussi à obtenir à l'arraché. Quelques semaines à peine viennent de s'écouler depuis le marathon de négociations et d'interventions médiatiques auquel l'ancien militant s'est livré à la 15^e Conférence des Nations unies sur la biodiversité, où j'ai pu intercepter des membres de son équipe, la plupart du temps au milieu du brouhaha du Palais des congrès de Montréal.

Le père de quatre enfants (et beau-père de deux autres) n'a pas l'air pressé ni épuisé, pas le moins du monde : cette déclaration à priori surprenante, il la fait sur le ton posé, mesuré, qu'on lui connaît bien. Il marque de courtes pauses avant de répondre à chacune de mes questions. On est loin de l'image de l'agitateur radical que ses adversaires aiment dépeindre—et pile dans le portrait du diplomate conciliateur que m'ont tracé les ex-collaborateur·trice·s qui se portent à sa défense.

Ce serait pourtant compréhensible qu'il perde son *cool* : la lune de miel à la tête du ministère a été de courte durée pour celui qui est entré en poste après les élections fédérales d'octobre 2021.

Le 6 avril 2022, il annonçait l'autorisation du projet de forage Bay du Nord, un investissement de la pétrolière norvégienne Equinor estimé à 12 milliards de dollars, ayant le potentiel d'extraire 300 millions de barils de pétrole du fond marin au large de Terre-Neuve. Une annonce au *timing* assez malheureux : deux jours plus tôt, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies appelait à une réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre, accusant les gouvernements et les corporations qui investissent encore dans des industries polluantes de « jeter de l'huile sur le feu ».

Cette décision de Guilbeault, qui a suscité l'indignation d'ancien-ne-s collègues, a ramené au premier plan une question épineuse : est-il possible de changer les choses de l'intérieur, ou est-on condamné-e, en traversant du côté du pouvoir, à consentir à des compromis qui se rapprochent plus d'un pacte faustien ?

Le ministre de l'Environnement idéal est-il, comme Nicolas Hulot, celui qui démissionne ?

Jour noir

Hugo Latulippe est de ceux et celles qui n'ont pas digéré cette concession de Guilbeault. Le cinéaste, qui l'a côtoyé à la fois dans sa vie personnelle et professionnelle, a manifesté publiquement son indignation face à la décision de Bay du Nord dans une publication Facebook, le lendemain de l'annonce.

En quelques dates

1970 Naissance à La Tuque.

1975 Grimpe à un arbre pour empêcher des promoteurs immobiliers de le couper.

1987-1989 Études collégiales au Cégep de Trois-Rivières, où il décroche un diplôme sans mention, concentration en mathématiques.

1992-1995 Études universitaires à l'Université de Montréal, où il obtient une majeure en science politique et une mineure en théologie. Implication à la FEUQ et au GRIP.

1993 Création de l'ASEED, qui deviendra Équiterre en 1998.

1995 Participation à la COP1 à Berlin, à titre de porte-parole de la Coalition québécoise contre les changements climatiques.

1997 Participation à la COP3 à Kyoto. Il quitte Équiterre pour Greenpeace, où il devient responsable du dossier des changements climatiques.

1998 Naissance de son premier enfant.

2000 Arrivée à la direction du bureau québécois de Greenpeace.

2001 Ascension de la Tour CN pour la ratification du protocole de Kyoto.

2003 Naissance de son deuxième enfant.

2007 Nomination au conseil d'administration de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec. Naissance de son troisième enfant.

2008 Arrivée à la direction d'Équiterre. Il est recruté comme expert-conseil externe pour Deloitte.

2009 Devient consultant stratégique pour le fonds d'investissement en capital-risque Cycle Capital Management, spécialisé en technologies vertes. Naissance de son quatrième enfant.

2018 Départ d'Équiterre. Arrivée à la firme de relations publiques spécialisée en environnement COPTICOM.

2019 Première campagne électorale dans Laurier—Sainte-Marie. Entrée en poste en tant que ministre du Patrimoine canadien.

2021 Deuxième campagne électorale dans Laurier—Sainte-Marie. Entrée en poste en tant que ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Le message adressé à Guilbeault lui-même, partagé près de 2 000 fois, était assorti de la célèbre photo de lui, menotté, en chienne orange, prise après sa très médiatisée ascension de la Tour CN pour Greenpeace, au cours de laquelle il avait déployé une affiche qui disait CANADA AND BUSH CLIMATE KILLERS.

qui l'eut cru, Steven, il y a 20 ans
que ce serait toi qui ferais la narration de notre faillite
à la radio?
de notre faillite d'écologistes
de notre faillite générationnelle
mais surtout
de notre faillite morale
aujourd'hui
nous nous enfonçons tous avec toi
tétanisés
je pense à nos enfants
à nos conversations d'antan
à nos projets d'insurrections
sur le fleuve
—te souviens-tu?

Ces «projets d'insurrections sur le fleuve», m'explique Hugo Latulippe rejoint au bout du fil, remontent au début des années 2010. Guilbeault était alors venu le visiter avec ses quatre enfants et sa conjointe à son domicile, dans le Bas-du-Fleuve. Ils avaient discuté de traverser le fleuve en kayak de mer pour bloquer la route à des pétroliers. Un projet qui n'a finalement jamais vu le jour. «T'imagines le chemin qu'il a parcouru intérieurement entre ce jour-là et sa *job* actuelle?» dit-il.

Mais pour Guilbeault, rien n'a vraiment changé. Au contraire: entre son travail à la tête du ministère et celui qu'il effectuait à Greenpeace, on est toujours dans la stratégie politique. «T'as un objectif et tu te dis: comment je vais faire pour atteindre cet objectif-là? Qui sont mes alliés? Quels sont les obstacles?»

Il faut dire que la politique n'a plus de secrets pour lui. Guilbeault a travaillé avec le politique bien avant de se voir accoler le titre d'agitateur auquel certaines personnes l'ont longtemps confiné—et dont il se défera tranquillement pendant les années 2000, du moins au Québec, en devenant un intervenant médiatique omniprésent alors qu'il travaille comme directeur de campagne chez Greenpeace, avant de revenir chez Équiterre comme directeur, tout en cumulant un rôle d'expert-conseil externe à la firme de consultation Deloitte et de consultant stratégique pour Cycle Capital Management. Dès ses études supérieures, il s'implique dans la Fédération étudiante universitaire du Québec et au sein du Groupe de recherche d'intérêt public, où il rencontre Laure Waridel, Sidney Ribaux et François Meloche, avec qui il fonde, en 1993, l'Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement, l'ancêtre d'Équiterre, la plus importante organisation environnementale au Québec. Pour

l'heure, l'ASEED forme avec d'autres organismes la Coalition québécoise contre les changements climatiques, qui, à l'occasion de la toute première COP à Berlin, envoie Guilbeault, alors âgé de seulement 25 ans, pour dialoguer avec des gouvernements et des entreprises. On est en 1995, six ans avant la fameuse ascension de la Tour CN. En 1997, il est de nouveau de la délégation canadienne à la troisième COP, à Kyoto, où est adopté le protocole du même nom.

Bien qu'il ait frappé l'imaginaire, son passage en politique n'a donc pas surpris son entourage immédiat : s'il a fréquenté la rue, le militant Guilbeault a toujours tenu à être à la table des négociations. En passant du côté du pouvoir, il est resté à cette même table. Il a simplement changé de chaise.

Infiltrer la machine

«Je ne pense pas qu'on peut conclure de la décision de M. Hulot que ça ne peut pas marcher pour personne d'être militant et de faire ce saut-là en politique.»

C'était le 28 août 2018, à peine plus d'un an après la nomination de Nicolas Hulot au ministère de la Transition écologique et solidaire en France. Guilbeault, alors directeur général d'Équiterre, était appelé à commenter la démission de l'ex-vulgarisateur scientifique et célèbre militant environnemental au micro d'Alain Gravel, à la radio de Radio-Canada. Toujours avec son ton caractéristiquement posé, il mentionnait au passage qu'il s'était retrouvé dans la mire de certains partis politiques, et qu'il avait refusé de se lancer, essentiellement pour des raisons personnelles, sans fermer clairement la porte à cette possibilité. Dans un portrait de lui publié par Jonathan Trudel en 2007 dans le magazine *L'actualité*, on apprend qu'à cette époque, il avait déjà été approché par le Parti libéral du Canada, le Bloc québécois, le Nouveau Parti démocratique, le Parti québécois et le Parti vert du Canada.

Pour Guilbeault, rien n'a vraiment changé. Entre son travail à la tête du ministère et celui qu'il effectuait à Greenpeace, on est toujours dans la stratégie politique.

Ces «raisons personnelles» qu'il évoquait n'allaient pas rester longtemps dans son chemin : moins d'un an plus tard, le natif de La Tuque annonçait qu'il brigait le poste de député de Laurier—Sainte-Marie, alors tenu par Hélène Laverdière, du NPD, qui avait elle-même succédé à Gilles Duceppe en 2011. L'annonce, faite le 19 juin 2019, arrivait exactement trois jours après l'approbation donnée par le gouvernement Trudeau à l'expansion du pipeline Trans Mountain. Guilbeault, jouissant d'un privilège rarement accordé à des politicien-ne-s en campagne, particulièrement les nouvelles recrues, avait le luxe de se dissocier publiquement de cette décision.

Ça n'allait toutefois pas suffire pour lui permettre de conserver son titre de «Jésus vert» acquis lors de ses années plus militantes : pendant sa campagne, *L'Aut'Journal* publiait une lettre signée par neuf activistes issu-e-s du mouvement environnemental, décriant le «maquillage vert auquel se livre Steven Guilbeault» et dénonçant le fait qu'il avait adopté des positions contestables ou même «totalement incompatibles» avec l'Accord de Paris (ce traité international qui vise

Marie-Sarah Bouchard Pas besoin de dire adieu

*Je ne voulais surtout pas
que tu comprennes quelque chose
à l'ordre des pièces de mon casse-tête.*

*J'avais peur que tu le complètes,
que tu y voies enfin clair.*



Boréal

Photo : Françoise Culture





CANADA
AND
BUSH
CLIMATE
KILLERS
GREENPEACE

Son passage en politique n'a pas surpris son entourage immédiat: s'il a fréquenté la rue, le militant Guilbeault a toujours tenu à être à la table des négociations.

à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5°C). Une lettre ouverte publiée par l'auteur Bruno Massé dans le média de gauche *Ricochet* le dépeignait comme un «partenaire des hydrocarbures», prétendant qu'il avait appuyé le projet de construction de la centrale du Suroît en 2003, et celui de l'implantation du port méthanier Rabaska en 2007¹.

Malgré ces critiques, sa candidature a joui d'un accueil relativement favorable de la plupart des commentateur-trice-s, et surtout, de l'électorat: Guilbeault a délogé Hélène Laverdière, et a réussi à se tailler une place au Conseil des ministres, au portefeuille du Patrimoine—une nomination qui a déplu aux militant-e-s écologistes les plus pressé-e-s, mais qui lui a permis de se faire les dents comme ministre, bien qu'il ne soit pas arrivé à venir à bout du projet de loi C-10 sur la révision des normes de radiodiffusion, amorcé par sa prédecesseur Mélanie Joly.

C'est lorsque Guilbeault a accédé au ministère de l'Environnement et du Changement climatique, en octobre 2021, qu'il s'est mis à déranger pour vrai. Dans les jours qui ont suivi son assermentation, les sphères médiatique et politique conservatrices se sont déchainées. John Ivison, du *National Post*, supputait qu'il devait être «ravi» des cours élevés du pétrole et qualifiait sa nomination de «dangereuse». Jason Kenney, alors le premier ministre albertain à la tête du Parti conservateur uni, considérait que le choix de Guilbeault envoyait un message «très problématique» aux Albertain-e-s, et accusait le PLC de vouloir nuire à l'industrie des ressources naturelles. Erin O'Toole, chef de l'opposition officielle, lui prêtait l'intention d'être «contre tout», et d'être

«idéologiquement opposé à de grandes portions de l'économie»; il ajoutait que sa nomination risquait de créer encore plus de divisions dans la société canadienne. Nombre d'articles, particulièrement dans des médias albertains, étaient assortis de la proverbiale photo de Guilbeault menotté. Cette image n'était pourtant pas honteuse aux yeux du principal intéressé: une photo de son ascension de la Tour CN ornait le bureau de sa première campagne électorale, en 2019.

Dans le *Calgary Herald*, le commentateur Don Braid évoquait de son côté la fois où Guilbeault avait fait partie d'une équipe d'activistes de Greenpeace qui étaient monté-e-s sur le toit de la maison du premier ministre albertain de l'époque, Ralph Klein, pour y installer des panneaux solaires, afin de dénoncer son opposition au protocole de Kyoto. Et un autre article du *National Post* rappelait sa participation à un groupe de Greenpeace dont les membres s'étaient enchaîné-e-s à une unité de cokéfaction servant à l'exploitation de sables bitumineux, immobilisée à une pesée routière alors qu'elle devait être livrée à Fort McMurray. Au total, Guilbeault a été arrêté quatre fois pour des actes de désobéissance civile.

Une tentative moins réussie de le dépeindre comme un dangereux radical est venue du député conservateur britannocolumbien Ed Fast, qui avait décrit la présence d'un vélo à l'arrière-plan de Guilbeault lorsqu'il siégeait virtuellement, l'accusant de vouloir faire une profession de foi sur sa posture environnementaliste... alors que le vélo en question ne semblait avoir dérangé personne durant son mandat au Patrimoine.

Ce portrait de Guilbeault comme quasi-intégriste jure avec la position d'activistes l'ayant décrit comme «trop modéré», voire «vendu à des intérêts privés». Qui dit vrai? Est-il un dangereux radical ayant infiltré les halls du pouvoir, ou un environnementaliste de façade ayant vendu son âme au diable? La réponse à cette question en dit plus sur celui ou celle qui porte le regard sur Guilbeault que sur Guilbeault lui-même.

«Je pense qu'une partie de ce qui explique ce fossé dans la perception de Steven Guilbeault par le public et les médias vient du fait qu'à Équiterre il était beaucoup plus connu des médias québécois», explique Alizée Cauchon, qui a été sa collègue pendant huit ans chez Équiterre, où elle travaille encore à titre d'analyste principale aux relations gouvernementales. «La photo de Steven menotté après son action à la Tour CN, c'est marquant, mais c'est une très vieille image de lui et de son travail. Je crois que ça frappe l'imaginaire parce que le reste du Canada a un retard sur les questions d'environnement, et il a l'air beaucoup plus radical là-bas.»

Comme tous les ex-collègues de Guilbeault que j'ai rencontré-e-s, Alizée Cauchon le présente comme un homme modéré, réfléchi, conciliateur, à des lieues, donc, du rôle d'agitateur dans lequel le cloîtent certain-e-s journalistes hors Québec. «Il faut parler à tout le monde pour réussir la transition écologique. Mais si on veut réussir à parler à tout le monde, il faut trouver différentes approches, savoir reformuler son propos. Steven est bon là-dedans», ajoute-t-elle.

1 Le mémoire de Greenpeace signé en 2002 par Guilbeault, et déposé au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement dans le cadre de la consultation sur le projet du Suroît, laisse pourtant peu de place à l'interprétation. On y lit notamment que «le Suroît est un projet qui n'apportera rien aux Québécois et qui démontre un manque de planification et de vision». Quant à Rabaska, Guilbeault s'était montré ouvert au projet dans une perspective de réduction des GES dans une lettre écrite conjointement avec Henri Massé, alors président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec; cette ouverture avait effectivement causé un schisme dans le mouvement écologiste.

← Steven Guilbeault, alors militant de Greenpeace, lors de son ascension de la Tour CN en compagnie de l'Anglais Chris Holden, le 16 juillet 2001.

Mais cette capacité d'adaptation, cette ouverture au compromis déplaît à une bonne partie du mouvement écologiste : pour beaucoup, quand il est question de crise climatique, il n'est pas minuit moins une. Minuit est passé depuis longtemps déjà. Et toute forme de compromis est vue comme une invitation au loup d'entrer dans la bergerie.

Chercher le compromis

Toutes les personnes avec lesquelles je me suis entretenu au cours de ma recherche semblaient avoir la même image en tête en prononçant le mot « compromis » : celle de Guilbeault en conférence de presse, le 6 avril 2022, autorisant le projet de forage pétrolier Bay du Nord. « Quand il a annoncé Bay du Nord, explique Alizée Cauchon, j'étais triste de voir le projet aller de l'avant, mais j'étais surtout triste pour lui. Je connais Steven, et je sais qu'il n'était pas bien de faire cette annonce. »

Guilbeault confirme cette impression. « Bay du Nord, c'a été une journée difficile sur le plan professionnel, mais aussi personnel. C'est venu me chercher jusque dans le fin fond de moi-même. Je suis rentré à la maison ce soir-là, à Gatineau, j'étais tout seul, face à moi-même, pis c'était un peu *heavy*. Vers 7h30, 8h, les messages ont commencé à entrer, d'anciens collègues et collaborateurs qui disaient : "On t'a sévèrement critiqué aujourd'hui, Steven, mais je veux que tu saches que tu restes mon ministre de l'Environnement préféré." »

Malgré un regard très critique sur le bilan du ministre et sur son choix de militer au sein du PLC, Hugo Latulippe admet qu'il demeure le ministre de l'Environnement le plus radical que le Canada ait connu, et qu'on a besoin de lui. « Jamais je remettrai en question la sincérité de Steven à défendre la cause écologiste. Par contre, là où je m'insurge, c'est sur le choix du véhicule. » S'il reconnaît du bout des lèvres la nécessité de passer par la politique pour faire avancer la cause écologiste (lui-même s'est présenté comme candidat pour le NPD en 2019, dans Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup), il déplore que Guilbeault doive porter à lui seul le poids de la lutte contre la crise climatique au gouvernement².

L'attitude de Guilbeault à la COP27, l'automne dernier, a attisé les tensions créées par Bay du Nord : parce qu'il a accepté de rencontrer des membres de l'industrie pétrolière au Pavillon du Canada, se refusant à « censurer certains groupes d'entreprises », une coalition de groupes écologistes, dont Équiterre, l'a vivement dénoncé pour leur avoir offert une plateforme. Cette ouverture aux pétrolières a également provoqué un malaise chez Laure Waridel : « À *Tout le monde en parle* [le 4 décembre dernier], Steven a dit qu'il ne faisait pas confiance aux pétrolières... Mais si tu leur fais pas confiance, pourquoi tu as accepté de partager une tente avec eux lors de la COP27 ? »

Colleen Thorpe, directrice générale d'Équiterre, demeure nuancée devant le numéro d'équilibriste auquel Guilbeault doit se livrer, lorsque je la rencontre au siège social de l'organisation.

« C'est difficile pour les décideurs d'agir. Les lobbys n'ont jamais été aussi forts. La COP27 était un excellent exemple de ça : les lobbys étaient à même les lieux d'où ils devraient être écartés. On n'invite pas l'industrie de la cigarette à une conférence sur la santé ! Ce qu'on a besoin, de la part du gouvernement, c'est de l'honnêteté par rapport à la transition. Récemment, on a entendu François Legault parler pour la première fois de "sobriété" : on est loin du mot en D, mais c'est une petite victoire. »

Le mot en D : *décroissance*. C'est une solution simple, mais diviseuse, incompatible avec l'état actuel de l'économie, fondée sur un espoir de croissance infinie dans un monde aux ressources finies. Et c'est présentement très difficile de vendre un tel concept à la plupart des gouvernements et à la population dans presque toutes les législations : est-ce juste d'en demander autant à un seul membre du gouvernement ?

« On se doit d'être exigeants envers Guilbeault, avance Alizée Cauchon, mais je trouve malheureux qu'on fasse une fixation sur des individus alors qu'on a une lutte collective à mener. Il me semble qu'on est sévères envers les activistes qui intègrent les gouvernements justement parce qu'ils sont rares. »

André Bélisle, fondateur de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, milite pour des causes environnementales depuis 40 ans. Lorsque je le joins par téléphone à son domicile, en Beauce d'où il dirige l'organisme, il est catégorique : c'est impossible pour un individu d'intégrer un parti politique traditionnel et de faire avancer la lutte pour l'environnement. « L'histoire le démontre clairement : tous les politiciens qui ont eu le courage de se tenir debout (et ils sont rares), qui ont tenté de changer les choses de l'intérieur, et qui étaient d'anciens écolos, ont échoué. Les écolos qui entrent là se livrent en pâture à la machine, la machine les mâche et les digère, et ensuite, *goodbye* ! »

Pour lui, Guilbeault est l'exact contraire de Nicolas Hulot, qui a eu le courage de dénoncer son gouvernement et ses incohérences : les changements climatiques ne pourront pas être stoppés par le gouvernement, disait-il, parce que c'est le système entier qui est en cause³. Sous-texte : pour réussir le combat, il ne suffit pas d'infiltrer le système, il faut l'abattre.

Ce n'est pas qu'André Bélisle est déçu du bilan de Guilbeault dans son poste de ministre : il n'avait fondé aucun espoir sur sa carrière politique. Il faisait partie des neuf signataires de la lettre de *L'Aut'Journal* dénonçant son passage en politique. « Je connais Steven Guilbeault depuis longtemps, et ce gars-là travaille d'abord pour les pétrolières et le PLC. »

Là où d'ex-collègues favorables à Guilbeault voient une volonté de collaborer avec l'industrie des ressources naturelles pour effectuer la transition énergétique, André Bélisle

2 Aux élections fédérales de 2021, Guilbeault a d'ailleurs invité Hugo Latulippe à se présenter comme candidat pour le PLC, une invitation qu'il a refusée sans hésiter.

3 Rappelons que l'étoile de Hulot a passablement pâli depuis son passage en politique après plusieurs accusations de viol et d'agression sexuelle, qu'il nie en bloc.

Guilbeault est-il un dangereux radical ayant infiltré les halls du pouvoir, ou un environnementaliste de façade ayant vendu son âme au diable?

voit quelqu'un qui fait valoir cette industrie. Au fond, ce sont deux visions du monde qui s'affrontent: alors que le ministre admet prioriser des avancées modestes, faites en collaboration, André Bélisle voit des interventions comme son appui au plan de lutte contre les changements climatiques de Rachel Notley, présenté en 2015 alors qu'elle était première ministre de l'Alberta et que Guilbeault avait qualifié de «prise de conscience majeure», comme autant de chevaux de Troie.

«C'était un pas en avant, oui, mais Guilbeault admettait qu'il trouvait acceptable d'augmenter les émissions de GES des producteurs pétroliers en contrepartie d'un engagement vraiment pas clair et sans garantie. Cet engagement-là n'a jamais vu le jour, mais les 100 millions de tonnes de GES et même plus, elles, ont été émises depuis.»

Une autre critique fréquemment formulée vis-à-vis de Guilbeault tient à son statut de quasi-star du mouvement environnemental: son ton posé, ses qualités d'orateur et sa grande capacité de vulgarisation en ont toujours fait un intervenant médiatique extrêmement payant... aux dépens

d'autres activistes, déplore le militant qui le qualifie, avec un sourire dans la voix, d'«écovedette».

Colleen Thorpe reconnaît elle-même que cette concentration de l'attention médiatique sur Guilbeault a pu déranger, et que le mouvement environnemental dans son entièreté n'en était pas nécessairement gagnant.

«Il y a une malédiction et une bénédiction à être Steven Guilbeault: il a été très visible, au Québec, au Canada et même à l'international. Il avait une habileté de communicateur, de vulgarisateur, sur un éventail de sujets. Les médias ont aimé ça, pendant plusieurs années. Ils allaient directement vers lui. Ça créé un certain mécontentement, parce qu'il est devenu le porte-parole de tout, parfois au détriment du mouvement. On n'a pas eu la diversité de voix qu'on aurait peut-être pu avoir et qu'on a aujourd'hui. Je ne crois pas que Guilbeault ait lui-même décidé d'occuper tout l'espace médiatique: on le lui a offert, parce qu'il répondait à une demande à ce moment-là. Mais cette exposition a créé des attentes.»

On me permettra ici une parenthèse *insider baseball*: comme chroniqueur, je suis le premier coupable de cette tendance à converger vers les mêmes intervenant-e-s pour parler d'un sujet donné. Le rythme de production rapide des médias collés sur l'actualité force parfois les équipes de recherche à bouger rapidement—et les intervenant-e-s plus rodé-e-s, plus habiles, qui comprennent nos contraintes et qui savent bien s'adapter, sont ceux et celles vers qui je me tourne quand je dois me revirer sur un dix sous. Je suis toujours heureux quand je trouve une voix nouvelle qui veut s'exprimer publiquement, mais trouver cette voix demande des ressources, ou un réseau, que toutes les salles de rédaction et stations de radio n'ont pas nécessairement.

Laure Waridel offre une analyse semblable. «Est-ce que c'est sa faute si les médias ont mis beaucoup d'attention sur



lui ? On a tendance à personnifier les mouvements, c'est pas la faute de Steven, c'est la nature du fonctionnement des médias. Steven en a profité, quelque part, comme n'importe qui. Mais il le faisait pour la cause. Évidemment, ses positions ne représentaient pas tous les écologistes : c'est pas possible pour une seule personne de faire ça.»

Mais si la position modérée adoptée par Guilbeault ne plait pas à tout le monde, quelle est la bonne façon de «vendre» la lutte aux changements climatiques au citoyen lambda ? «Sa position ralentit la cadence d'amélioration de la production et de la consommation d'énergie et de la qualité de l'air, tonne André Bélisle. On est tombés dans l'ère du jovialisme, du «un geste à la fois». C'est une erreur stratégique incroyable—ou c'est foncièrement malhonnête.»

De la rue à la colline du Parlement

Ses adversaires les plus virulent·e·s tout comme ses admirateur·trice·s admettent que le pouvoir n'a pas changé Guilbeault : ceux et celles qui le traitent de «vendu» depuis des années voient simplement une évolution naturelle de sa courbe de carrière, alors que ses sympathisant·e·s reconnaissent la dangerosité des eaux dans lesquelles il navigue.

Laure Waridel croit que l'opposition à Guilbeault est nocive pour les écologistes : elle me cite Eduardo Galeano pour illustrer la propension de la gauche à se diviser—«pendant que la gauche s'entredéchire, la droite joue au golf»—, une maxime qui rappelle le très imagé concept de «gauche cannibale» formulé par Alain Deneault.

«En mettant nos énergies là-dedans plutôt que de s'unir et d'accepter notre diversité, on joue le jeu de nos opposants. Je crois que Steven incarne bien la diversité du mouvement : il a été présent dans toutes les instances, et on s'entend que le gouvernement est une instance extrêmement importante. Quand on connaît l'urgence comme Steven la connaît, on sait que ça presse, et on n'a pas le choix de faire des compromis, sinon y a aucune avancée. Est-ce qu'on est mieux de faire une petite avancée que rien du tout ?»

Le constat est partagé par beaucoup de militant·e·s : il faut simplement plus de gens comme Steven Guilbeault, non seulement au gouvernement, mais aussi dans tous les partis politiques. Guilbeault lui-même abonde dans ce sens.

«Plus il y aura de [militants] qui vont se lancer en politique, plus ça va être facile. Sur la question du climat et de la protection de la biodiversité, un des gouvernements avec lesquels j'ai le plus collaboré, ce sont les Britanniques. Un gouvernement de droite, populiste, mais avec un ministre prolutte aux changements climatiques et protection de la nature. Zac Goldsmith et moi, on se parle plusieurs fois par semaine. C'est un militant qui vient du milieu de la conservation, qui a choisi de se lancer en politique, et qui a préféré se présenter pour les conservateurs, parce que c'est là qu'il avait le plus de chances de se rendre au pouvoir—et de changer les choses. Et il réussit.»

Il ne se décrit toutefois pas comme un cavalier seul au Conseil des ministres, citant Pascale St-Onge, ministre des

Sports, et Dominic LeBlanc, responsable du portefeuille des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités, comme des allié·e·s naturel·le·s, tout comme Bill Blair, ministre de la Protection civile : «Un ancien chef de police de Toronto—c'est lui qui m'avait fait arrêter lorsque j'avais grimpé la Tour CN, qui avait envoyé les policiers à vélo dans une espèce de clin d'œil à Greenpeace!—, tu te dis pas que ce gars-là va être un allié du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, mais il l'est.»

Même par le premier ministre, Guilbeault se sent accueilli : il m'a raconté, comme il l'a déjà fait dans quelques autres entrevues, qu'à la COP26, en 2021 à Glasgow, Justin Trudeau l'a présenté comme «un vrai militant», en vantant ses actes de désobéissance civile à un Joe Biden qui avait blagué qu'il ne pouvait être vu en présence d'un criminel.

«Le premier ministre, j'en suis convaincu, voulait depuis longtemps un militant comme ministre de l'Environnement, et c'est ça qu'il veut que je fasse. Je vais pas le voir toutes les semaines en lui demandant de m'aider, mais je vais le voir deux à trois fois par année, quand je suis allé au bout de ce que je pouvais faire, et il est là pour moi.»

On peut toutefois s'interroger sur ce qu'il reste sur la marge de manœuvre du militant Guilbeault avec la nouvelle Loi sur l'évaluation d'impact, adoptée en 2019, qui limite fortement le pouvoir de prise de décision du ministre. Peu de temps avant son arrivée au ministère, cette loi est venue «dépolitiser le processus d'évaluation environnementale», m'explique Guilbeault. Depuis, ce n'est plus au ministre, mais à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale de décider si, oui ou non, le gouvernement doit aller de l'avant avec les projets. «C'est pas le ministre, sur le coin d'une table, qui dit «ça c'est bon, ça c'est pas bon», résume-t-il finalement.

«L'Agence canadienne d'évaluation environnementale avait étudié ce projet-là [de Bay du Nord] pendant quatre ans. Ils ont tenu des dizaines et des dizaines de consultations, ils ont vu des experts, et ils sont arrivés à la conclusion que le projet n'aurait pas d'impact majeur, à condition qu'Equinor arrive à la carboneutralité d'ici 2050. J'avais deux choix : je pouvais accepter ça, ou je pouvais refuser. J'aurais pu aller au cabinet et me battre avec mes collègues. Est-ce que j'aurais pu remporter cette bataille-là ? Peut-être que oui, probablement que non. J'ai choisi d'accepter la décision», me confie Guilbeault.

L'aveu lui échappe, mais du même souffle, il me rappelle que la journée où Bay du Nord a reçu l'autorisation de l'Agence, il a dit non à l'expansion de la mine de sables bitumineux Base, de Suncor. Il me cite aussi en rafale son plan de réduction des GES pour 2030, publié en mars 2022, qui a été salué par des organisations sur un spectre allant de Greenpeace à l'Association canadienne des producteurs pétroliers (plan que l'Alberta menace toutefois de contester, et qui mise entre autres sur le captage du carbone, une technologie qui n'a pas encore fait ses preuves); son règlement interdisant les plastiques à usage unique, adopté en

Si la position modérée adoptée par Guilbeault ne plait pas à tout le monde, quelle est la bonne façon de « vendre » la lutte aux changements climatiques au citoyen lambda?

décembre dernier (aussi contesté par l'Alberta); la taxe fédérale sur le carbone, qui a fait l'objet d'une entente avec les provinces et les territoires en novembre dernier; et le fait qu'il a réussi à aller chercher plus de 12 milliards de dollars en sommes hors budget pour des mesures environnementales.

«Tout ça, on a fait ça en un an, en plus de la [nouvelle Loi sur l'évaluation d'impact], une première en 20 ans. On travaille sur un règlement sur le plafond des émissions de GES, sur le méthane, sur un réseau électrique carboneutre d'ici 2035, sur la loi zéro émission pour les véhicules électriques. Ce n'est pas moi qui le dis: mon ex-collègue du Réseau Action Climat, Caroline Brouillette, mentionnait récemment en entrevue qu'on n'a jamais vu un rythme aussi accéléré de déploiement de mesures.»

Écouter Guilbeault me fait réaliser que cette position déjà hautement inconfortable dans laquelle il se trouve comme ministre de l'Environnement et du Changement climatique dans un pays aussi divisé, avec des intérêts aussi divergents, l'est encore davantage quand on tente de rester fidèle à ses racines, tout en devant composer avec un cabinet et une population qui sont loin d'embrasser l'idée de la décroissance, que plusieurs militant·e·s présentent comme la seule avenue possible pour sauver notre monde.

«La question environnementale, particulièrement celle des changements climatiques, est très polarisante dans certaines régions du pays. Je n'ai pas le choix de tenir compte de l'opinion publique. Tu peux pas espérer être un gouvernement et rester un gouvernement si t'es tellement loin de la population que les citoyens ne savent plus t'es rendu où. On l'a vu en France avec la taxe sur l'essence.»

Laure Waridel trouve boiteux ce parallèle avec le mouvement des gilets jaunes. «Le contexte français est très différent, je suis tannée d'entendre cette comparaison. Ils se sont mis à taxer rapidement monsieur et madame Tout-le-Monde, dont les personnes à faible revenu, pendant que le fioul dans les jets privés n'était pas taxé. Il y avait matière à dénoncer l'injustice. Malheureusement, c'est toujours cet exemple qu'on nous sert [pour justifier le rythme lent des changements].»

La question de la rapidité des actions politiques à mettre en place est probablement la plus polarisante chez les écologistes⁴. À preuve, des militant·e·s de partout dans le monde ont ramené cet enjeu à l'avant-plan à l'automne 2022, lors

de coups d'éclat remarqués dans des musées, où ils et elles lançaient de la soupe sur des œuvres célèbres pour attirer l'attention sur l'urgence climatique.

L'évocation de ces initiatives fait sourire Colleen Thorpe. «Il faut entendre le cri du cœur derrière les actions de désobéissance civile. C'est facile de critiquer, mais les gens font ça parce que les autres actions n'ont pas fonctionné. Le mieux, c'est vraiment de se demander: c'est quoi les actions qui vont amener le changement?»

Pour imaginer cette nécessaire diversité de moyens, de la rue à la colline du Parlement, Laure Waridel m'offre l'image d'un écosystème sauvage, où il n'y a ni mauvaise ni bonne espèce, où chacune, plante ou animal, gigantesque ou microscopique, joue un rôle fondamental.

«Il n'y aurait pas de forêts sans mycorhizes, sans champignons, sans bactéries, sans enzymes dans le sol. On ne les voit pas, mais leur travail est fondamental. En même temps, il y a des espèces qui sont spectaculaires, qu'on voit beaucoup. Steven, c'est le grand arbre qu'on voit dans la forêt, mais il n'est pas pour autant moins fragile. C'est toute la société qui doit bouger: on doit arrêter de lui mettre toute cette pression sur le dos, comme si c'était le Messie qui allait changer le monde. C'est pas vrai. Il n'y a pas de superhéros qui à lui seul va changer le cours de l'histoire et prévenir les catastrophes. C'est un travail collectif.»

Chose certaine, ce n'est pas aujourd'hui que le collectif pourra délester Guilbeault de cette pression: il est 16h45, et on m'indique que le ministre ne peut prolonger notre rencontre. Il n'y a pas beaucoup de temps pour les pauses, quand on marche sur un fil de fer, qu'on veut garder son équilibre et avancer.

Il n'y a pas beaucoup de temps, point. ●

4 Et probablement dans toutes les causes sociales: rappelons la vieille blague voulant que la meilleure façon de semer la bisbille parmi un groupe de souverainistes, c'est de les enfermer dans une pièce avec un calendrier.

Jean-Philippe Baril Guérard est auteur, comédien et chroniqueur. Il a signé «Comicrocratie: comment j'ai tenté d'obtenir ma part de l'industrie culturelle la plus lucrative du Québec», paru dans *Nouveau Projet* 17.

Illustration: Pauline Stive
Photo: Derek Oliver/Greenpeace